

Engagements étudiants contemporains/ Contemporary Student involvements

Depuis les années 1960 [Bourdieu et Passeron, 1964] et plus particulièrement depuis les années 1990 en France [Fave-Bonnet et Clerc, 2001], de nombreuses études sont conduites sur les étudiant-e-s et leurs engagements qu'ils soient politiques, syndicaux ou associatifs, dans et en dehors des organisations [Côme et Morder, 2009]. La multiplication des recherches et des approches sur les trente dernières années fait de l'analyse des engagements étudiants un objet sinon classique, du moins largement partagé par l'ensemble des sciences humaines et sociales. Pour autant, ce foisonnement de travaux se heurte à des frontières géographiques et disciplinaires.

En s'inscrivant dans des thématiques plus larges (sociologie de la jeunesse, de l'éducation, des organisations, analyse des politiques publiques, etc.), cet objet d'études se trouve confronté à la problématique de sa définition. Le terme d'engagement, d'abord, recouvre tout à la fois des collectifs (formels ou informels) aussi différents et variés que le sont les mouvements sociaux et les pratiques bénévoles [Becquet, 2014], mais également le rapport qu'entretiennent les étudiant-e-s à leurs filières et établissements [Thoury, 2017; Stuppia et Haute, 2021]. Ils et elles ne constituent d'ailleurs pas un groupe figé synonyme de jeunes adultes inscrits dans un cursus d'enseignement supérieur, tou-te-s n'étant pas "étudiants au même degré" [Grignon et Gruel, 1999: 11] et ne disposant pas des mêmes ressources favorisant (ou non) la participation à la vie démocratique de l'université [Le Mazier, 2014; Legois, Marchal et Morder (coord.), 2020], notamment pour les plus précaires. Cela a sans doute été renforcé par l'actuelle pandémie de la COVID-19.

La dimension spatiale apparaît aussi primordiale: si les dénonciations de la globalisation néolibérale des savoirs sont récurrentes depuis le tournant des années 2000 [collectif ACIDES, 2015], d'importantes disparités persistent entre les universités du nord et du sud de la planète [Bessant, Mejia-Mesinas et Pickard (dir.), 2021a] mais également à l'intérieur du même hémisphère, en raison notamment des niveaux de privatisation, des coûts (frais d'inscription) et de la compétitivité de chaque système d'enseignement [Bessant, Mejia-Mesinas et Pickard (dir.) 2021b]. Notons enfin que le terme "étudiant" désigne, selon les pays, également les lycéens dans la multiplicité de leurs pratiques contestataires ou davantage institutionnelles.

L'objectif de ces journées d'études est donc d'explorer les multiples définitions que peuvent revêtir les engagements étudiants à partir de deux séries de questions :

Since the 1960s [Bourdieu et Passeron, 1964], and, in France, even more so since the 1990s [Fave-Bonnet et Clerc, 2001], many studies have taken for object students and their involvements, be they political, associative, unionist, inside and outside organizations [Côme et Morder, 2009]. While still suffering from geographical and disciplinary boundaries, this classic object has become shared by the whole spectrum of the social sciences with the accumulation of knowledge, studies and their different approaches these last thirty years.

With its inclusion in larger fields of research (culture, youth, education, organization public policy, etc.), student involvement is confronted by its definition. The word itself covers both formal and informal organizations as different as social movements or volunteering [Becquet, 2014] as well as the relation students have with their discipline and institution [Thoury, 2017; Stuppia et Haute, 2021]. Furthermore, they do not constitute a fixed group synonymous with "young adulthood" registered in higher education. Not all are "students to the same degree" [Grignon et Gruel, 1999: 11], and not all have the same resources at their disposal enabling the participation (or not) in student politics [Le Mazier, 2014; Legois, Marchal et Morder (coord.), 2020], particularly for most precarious of them. Covid-19 Pandemic has certainly enhanced these differences.

Spatial dimensions are also primordial: the outcry against the disastrous effects neoliberalism on higher education is recurrent, even more so since the turn of the millennium [collectif ACIDES, 2015], and important disparities between universities of the global north and of the global south persist or worsen [Bessant, Mejia-Mesinas et Pickard (dir.), 2021a]; and also within the same hemispheres with the heightening privatization, the rising costs such as tuition fees, and also the increasing competitiveness within higher education [Bessant, Mejia-Mesinas et Pickard (dir.) 2021b]. The word "student" also refers to different realities, such as high school students in some areas and their involvements, be they contentious or not are to be included here.

The aim of these workshops will be to explore the multiple definitions that student involvements can cover starting from these two sets of questions:

Axe 1 - Sociologie des engagements étudiants contemporains

Dans un paysage en renouvellement constant, les formes prises par les engagements étudiants semblent se diversifier ces dernières années. D'abord, au niveau des modes d'actions : adhésion à un collectif (syndicat, association, groupe affinitaire...), investissement dans les instances représentatives, protestations au sens - désormais - classique du terme, avec ou sans Assemblées Générales (AG), piquets de grève (blocages) et coordinations [Legois, Monchablon et Morder, 2007], mais aussi des formes inédites ou presque. Nous pensons par exemple à l'ouverture d'épiceries solidaires, à la mise en place de cours de soutien aux étudiant-e-s migrantes, aux campagnes environnementales vouées à sensibiliser les usagers des campus lancées en parallèle aux Fridays For Future ou encore au fort activisme digital qui caractérise la culture étudiante depuis la création des premiers réseaux sociaux jusqu'aux discours de haine les plus récents [Ridley 2021]. En sus des modalités d'action, les enjeux paraissent changer eux aussi : droits humains, luttes LGBTQIA+, féministes, antiracistes, écologiques, mais également réactionnaires [Douglass, 2021]. Il s'agit donc, dans cet axe, d'interroger à nouveaux frais les répertoires d'actions déployés par les étudiant-e-s partout dans le monde, d'hier à aujourd'hui [Morder, 2003], sans idéaliser le passé ni nier les transformations du profil social des jeunes scolarisés depuis plusieurs décennies [Erich, 1998 ; Gallant et Garneau, 2016]. Nous nous intéresserons particulièrement aux effets de contextes dans lesquels prennent corps ces engagements et mobilisations, que ce soit dans le cadre de la fermeture des campus pour des raisons sanitaires pendant la crise de la COVID-19, mais également dans d'autres configurations tels que des conflits armés, des changements de régime, etc. Dans ce premier axe, nous souhaitons également interroger la distance et le regard scientifique sur les engagements étudiants. Il semble difficile d'avoir une représentation totalement détachée de prénotions lorsqu'on côtoie au quotidien les publics et les institutions dont on dépend (selon des statuts) pour vivre [do Mar Pereira, 2017]. Des propositions réflexives portant sur cet aspect seront les bienvenues.

Axe 2 - Politiques publiques et retour institutionnel sur les engagements étudiants

Dans ce second axe, nous souhaitons accueillir des enquêtes qui cherchent à inverser la focale, c'est-à-dire à interroger les engagements étudiants non pas à partir du public scolarisé lui-même et de ses pratiques, mais à partir des acteurs et des institutions qui cherchent à encourager, encadrer, voire contraindre ses engagements. Pour reprendre la formule de Stéphanie Garneau, il s'agit de questionner qui sont celles et ceux qui "encourag[ent] la jeunesse à des pratiques politiques conformes aux canaux posés comme légitimes par ceux qui ont le pouvoir"

Axis 1 – Sociology of contemporary student involvements

In a constantly evolving landscape, the forms taken by student involvements have diversified over the years. First, at the level of the *repertoire* of collective action: adhesion to a collective (student union, association, peer group...), the investment of student government and the representative body, protest in the now classic form with or without general assemblies, picketing and blocking, coordination's and such [Legois, Monchablon et Morder, 2007], and other more local and specific forms of involvement. For example, we can think of the opening of student cooperative stores, the creation of language classes destined to help migrants, environmental campaigns that aim to raise awareness about the environment, Fridays For Future and the strong digital activism that is a staple of student culture since the first social networks all the way to the latest hate speech [Ridley, 2021]. More than just the repertoires of action, the stakes have also widely changed: human rights, LGBTQIA+ rights, feminist, antiracist, ecological struggles, but also reactionary and neo-nationalist movements [Douglass, 2021]. Therefore, we aim to encourage the renewed interrogation of the repertoires of action deployed by students worldwide, be it today or in the past [Morder, 2003], without any idolization of the past or negation of the changes of the social profile of youth in higher education over the last decades [Erich, 1998; Gallant et Garneau, 2016]. We are particularly interested by context effects and the way in which these changes, involvements and mobilizations are embodied be it during the COVID-19 crisis or in other configurations such as armed conflict, and regime change, etc.

This first axis also means to question the scientific gaze on student involvements as it seems difficult for one to set aside all biases when one's study is concerned by the very public and institution they depend on to live (according to status) [do Mar Pereira, 2017]. Reflexive propositions that address this aspect will be welcome.

Axis 2 – Public Policy and Institutional Trends on Student Involvements

In the second axis we aim to welcome studies that look at the same object – student involvements – from the perspective not of the users, and the practices of the students themselves, but from that of the actors and institutions that seek to encourage, regulate, or even constrain involvements. Who are those encouraging youth to certain political involvements that are considered as legitimate by those in power? [Galland et Garneau, 2016]

[Galland et Garneau, 2016 : 232]. Parmi les politiques de soutien à l'engagement des jeunes, nous pouvons citer les exemples de l'intégration du community service ou de la valorisation des engagements bénévoles dans les cursus du secondaire [Loup, 2000] et du supérieur [Butin et Seider, 2012 ; Testi, 2021]. Ces politiques ne se limitent évidemment pas à l'espace scolaire ou universitaire : les collectivités locales et l'État déconcentré peuvent être également particulièrement actifs dans ce domaine, de même que les associations nationales et locales de l'éducation populaire. Par conséquent, nous recevrons avec intérêt des communications qui présentent différentes pratiques de recours à la participation formelle et non formelle des étudiant-e-s [Walther et al. 2019], à leur mise en œuvre, à leurs avantages et limites. Nous prendrons également en compte les analyses qui portent sur les profils des étudiant-e-s optant pour ces types d'engagement. Enfin, nous nous intéresserons aux travaux qui explorent le rôle joué par d'autres types d'acteurs dans le soutien aux engagements des étudiant-e-s en matière de logement, de santé, de droits sociaux ou d'autres types de revendications.

Amongst policies that seek to encourage student involvements we can mention different examples of community service or the valuation of volunteering in high schools [Loup, 2000] and in universities [Butin & Seider, 2012; Testi, 2021]. These policies are not only limited to high schools and universities. These policies may be implemented at different local and state levels, as well as in national associations and popular education programs. Hence, we welcome communications that present different practices of participation, formal and informal, concerning student involvements [Walther et al. 2019]. We also welcome any analyses that seek to shine a light on the new student profiles that have chosen these types of involvements. Furthermore, we are also interested in studies that explore the roles played by other types of actors that have supported student involvements in matters such as housing, health, civic rights, and any other demands.

Comité d'organisation/ Organization committee

Ioanna Kasapi (doctorante en archivistique, Université d'Angers, TEMOS), Jean-Philippe Legois (archiviste, président de la Cité des Mémoires Étudiantes, EMA), Patricia Loncle (professeure de sociologie, EHESP, Arènes), Robi Morder (président du GERME, Chercheur associé Laboratoire Printemps, Paris-Saclay/UVSQ), Fransez Poisson (membre de Coop'Eskemm, chercheur associé à Arènes), Paolo Stuppia (docteur en science politique, chercheur associé au CESSP - Université Paris 1-EHESS-CNRS), Simon Ridley (docteur en sociologie, chercheur associé au Sophiapol - Université Paris Nanterre), Julie Testi (post-doctorante au CHEC - UCA, chercheuse associée à l'ISP - Université Paris Nanterre)

Comité Scientifique/ Advisory Board

Yaëlle Amsellem-Mainguy (chargée de recherche à l'INJEP, CERLIS), Lorenzo Barrault-Stella (chargé de recherches au CNRS, CRESSPA-CSU), Valérie Becquet (professeure des Universités en sciences de l'éducation, Cergy Paris Université, EMA), Séverine Chauvel (maîtresse de conférences en sociologie, Université Paris Est-Créteil, LIRTES), Nicole Gallant (professeure à l'Institut National de la Recherche Scientifique, Québec), Tristan Haute (maître de conférences en science politique, Université de Lille, CERAPS), Laurent Lardeux (chargé de recherche à l'INJEP, Triangle), Hugo Melchior (doctorant en histoire, Université Rennes II, ARENES), Sarah Pickard (maîtresse de conférences en civilisation britannique, Université Sorbonne Nouvelle, CREW), Nedjib Sidi Moussa (docteur en science politique, chercheur associé au CESSP - Université Paris 1-EHESS-CNRS), Claire Thoury (docteure en sociologie, présidente du Mouvement Associatif, déléguée générale d'Animafac).

Bibliographie indicative / references

Valérie Becquet (coord.), *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse, 2014.

Judith Bessant, Analicia Mejia-Mesinas et Sarah Pickard (dir.), *When Students Protest. Vol.2: Universities in Global South* (a), & Vol.3: *Universities in Global North* (b), Lanham, Rowman & Littlefield, 2021.

Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers: les étudiants et la culture*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1964.

Collectif ACIDES, *Pour un enseignement supérieur gratuit et émancipateur*, Paris, Raisons d'agir, 2015.

Thierry Côme et Robi Morder (dir.), *État de savoirs. Les engagements des étudiants. Formes collectives et organisées d'une identité étudiante*, Rapport pour l'Observatoire de la vie étudiante (OVE), Paris, 2009.

Dan W. Butin, Scott Seider (eds.), *The Engaged Campus. Certificates, Minors, and Majors as the New Community Engagement*, New York, Palgrave Macmillan, 2012.

John Aubrey Douglass, *Neo-nationalism and Universities: Populists, Autocrats, and the Future of Higher Education*, Johns Hopkins University Press, 2021.

Valérie Erlich, *Les nouveaux étudiants: un groupe social en mutation*, Paris, Armand Colin, 1998.

Marie-Françoise Fave-Bonnet et Nicole Clerc, “Des “Héritiers” aux “nouveaux” étudiants: 35 ans de recherches”, *Revue française de pédagogie*, vol.136, n°1, 2001, pp 9-19.

Nicole Gallant et Stéphanie Garneau (dir.), *Les jeunes et l'action publique: participation, contestation, résistance*, Québec, Presses universitaires de Laval, 2016.

Claude Grignon et Louis Gruel, *La vie étudiante*, Paris, PUF, 1999.

Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon et Robi Morder (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007.

Jean-Philippe Legois, Marina Marchan et Robi Morder (coord.), *Démocratie et citoyennetés étudiantes depuis 1968*, Paris, Syllepse, 2020.

Julie Le Mazier, “Assemblées générales étudiantes et démocratie participative : un air de famille ?”, *Participations*, vol. 10, n° 3, 2014, pp. 61-83.

Maria do Mar Pereira, *Power, Knowledge and Feminist Scholarship: An Ethnography of Academia*, Londres Routledge, 2017.

Diane Loup, “Community Service: Mandatory or Voluntary ?”, *School K-12*, 2000.

Robi Morder, “Les répertoires d'action collective étudiante”, *Les Cahiers du Germe*, spécial n° 4, 2003.

Julie Testi, *La reconnaissance pédagogique des engagements bénévoles et militants : étude d'une politique universitaire qui fait long feu*, thèse pour l'obtention du doctorat en sociologie, Université Paris Nanterre, 2021.

Simon Ridley, “Les discours de haine et l'université : des flame wars à l'alt-right”, *Mots. Les langages du Politique*, n°. 125, 2021, pp. 93-108.

Paolo Stuppia et Tristan Haute, “La “démocratie de l'abstention” à l'université: constante historique ou nouvelle défiance envers la représentation étudiante ?”, *Agora débats/jeunesse*, vol.88, n°2, 2021, pp.7-25.

Claire Thoury, *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation: construction identitaire et parcours politiques*, thèse pour l'obtention du doctorat en sociologie, Sorbonne nouvelle, Paris, 2017.

Andreas Walther, Janet Batsleer, Patricia Loncle and Axel Pohl (eds.), *Young People and the Struggle for Participation: Contested Practices, Power and Pedagogies in Public Spaces*, London, Routledge, 2019.

Informations pratiques et modalités de soumission des propositions / Practical Information

Les journées d'études se tiendront à l'Université Paris Nanterre en octobre 2022, au format hybride. Nous encourageons particulièrement les contributions de jeunes chercheur-se-s quelle qu'elle soit leur discipline.

Toute personne intéressée est invitée à soumettre une proposition de communication (3000 signes espace compris, hors bibliographie) en français ou en anglais, comprenant : un titre, une problématique, une présentation des données et des résultats ainsi qu'un court paragraphe bio-bibliographique. Les auteur-e-s sont invité-e-s à préciser leur fonction ainsi que leur affiliation institutionnelle. Les propositions seront rédigées sous forme d'un document Word au format .docx.

The conference will be held in France at the Université Paris Nanterre in October 2022 with a hybrid format. We particularly welcome young scholars, whatever their discipline.

Anyone interested is invited to submit a proposal (3000 signs maximum) in French or in English, with a title, research question, results, a brief presentation of status and institutional affiliation, in a word .docx format.

Elles sont à envoyer avant le 1er avril 2022 à l'adresse suivante/

They are to be sent before April 1st, 2022, to the following address:

je-engagementsetudiants@germe-inform.fr

Notification d'acceptation aux auteur-e-s : 1er juin 2022/

Replies to participants expected on June 1st, 2022